

BIRMANIE (État Kachin – nord du pays) Le CCFD-Terre Solidaire et le Secours Catholique appellent la France et l'UE à exiger la fin des graves exactions contre les civils

De retour d'une mission de terrain dans l'État Kachin fin février 2012, le CCFD-Terre Solidaire et le Secours Catholique-Caritas France dénoncent une situation de violence, d'atteintes aux droits de l'homme et de crise humanitaire qui sévit dans cet État. Cette réalité contraste singulièrement avec l'image de démocratisation et de pacification donnée par le régime birman.

55.000 personnes¹ ont déjà été déplacées par cette guerre civile qui a repris depuis 9 mois à la suite de la rupture par l'armée birmane d'un cessez le feu de seize ans². Ces populations civiles ont dû fuir les combats et attaques de villages. Elles ont trouvé refuge dans des camps où l'aide humanitaire parvient de façon inégale. L'aide internationale arrive depuis peu aux camps situés dans les zones contrôlées par le gouvernement. En revanche, le régime n'a autorisé qu'une seule fois l'accès humanitaire aux zones sous contrôle de la KIO (Kachin Indépendance Organisation, groupe d'opposition) et à la frontière chinoise. De ce fait, les besoins essentiels des déplacés dans ces zones ne sont pas couverts.

Les partenaires locaux des deux associations³ témoignent des **graves exactions commises à l'encontre des populations civiles**: pillages, violences sexuelles, actes de tortures, exécutions, pose de mines antipersonnel, utilisation des villageois comme boucliers humains. D'après les informations recueillies, bien que des crimes aient été commis par les deux parties, les troupes de l'armée birmane en portent la plus grande responsabilité.

Ces partenaires alertent également sur les pressions que le gouvernement birman exerce sur les populations déplacées afin de les encourager à rentrer dans leurs villages alors que leur sécurité ne peut être garantie.

Face à ce constat alarmant, le CCFD-Terre Solidaire et le Secours Catholique-Caritas France demandent que les points suivants soient abordés dans les discussions entre le régime birman et ses partenaires internationaux :

- L'ouverture immédiate de l'espace humanitaire à l'ensemble des zones touchées par le conflit afin que l'aide parvienne à toutes les populations déplacées ;
- L'arrêt des exactions contre les populations civiles et que soient traduits en justice les responsables de ces crimes ;
- Un retour progressif et volontaire des populations déplacées sous conditions d'un arrêt complet des combats et d'un déminage de l'ensemble des zones afin d'assurer leur sécurité ;
- La mise en place d'un dialogue politique global avec les minorités ethniques, seule possibilité pour une paix durable

Ces points essentiels de droit humanitaire et de respect des droits l'homme doivent être un préalable à toute évolution de la politique de la France et de ses partenaires européens vis-à-vis de la Birmanie.

Contacts presse :

Véronique de La Martinière (CCFD-Terre Solidaire) : 01 44 82 80 64 – 06 07 77 05 80

Sophie Rebours (Secours Catholique-Caritas France) : 01 45 49 73 23

¹ OCHA, janvier 2012.

² Depuis son indépendance en 1948, la Birmanie est en proie à plusieurs conflits ethniques dus à la non reconnaissance de droits spécifiques pour les minorités ethniques et l'absence de dialogue politique.

³ Le CCFD-Terre Solidaire, soutient depuis près de 20 ans des associations locales de développement et dialogue inter religieux dans l'Etat Kachin. Le Secours Catholique-Caritas France soutient également une association locale et l'appuie dans la réponse humanitaire à la crise actuelle.